

La révolution de la transparence

Illégitimité du non-dit & délégitimation du monde domestique

Le département “ *Transparence et comptabilité* ” de l’OCDE se donne pour mission de « promouvoir la réforme de l’information financière, de la comptabilité et de l’audit pour améliorer le fonctionnement des marchés financiers et le gouvernement d’entreprise dans les économies en transition » ; l’Agence Française de sécurité alimentaire se dote d’une “ *Commission de la transparence* ” ; un éditorial du quotidien Libération titré “ *Transparence* ” soutient que “ les règles de base de la démocratie doivent s’appliquer et donc la première d’entre elles : la *transparence des actes gouvernementaux* ” suite aux attentats du 11 mars à Madrid ; un groupe de travail multilatéral de l’OMC est chargé d’une étude portant sur la “ *transparence des pratiques de passation de marchés publics* des pays membres ” ; l’ONG britannique Global Witness réclame la “ *transparence* ” des comptes pétroliers en Afrique de l’Ouest ; une agence de notation sociale affirme que “ l’indispensable *transparence de l’information* sur la conduite des entreprises requiert de la notation sociale la pleine garantie de sa propre *transparence* ” ; l’enseigne de grande distribution Carrefour propose à ses clients d’ “ *emprunter en toute transparence* ” ; l’Organisation Mondiale de la Santé Animale se donne pour mission de “ garantir la *transparence de la situation des maladies animales dans le monde* ” ; l’Assemblée Nationale communique sur un projet de loi relatif à la “ *transparence et sécurité en matière nucléaire* ” ; l’ENA propose une bibliographie sur la “ *transparence administrative* ” ; la chambre syndicale des propriétaires et copropriétaires d’Ile de France établit la liste de ses adhérents à sa “ *charte de transparence* ” ; un spécialiste du coaching personnel évoque la nécessité de la “ *transparence personnelle* ” dans les relations affectives ; le Journal d’Information sur la monnaie unique se félicite de la “ *transparence des prix* ” générée par le passage à l’Euro, etc...

Ces quelques exemples récents, empruntés à l’économie, à la politique, au domaine de la vie quotidienne et des relations personnelles, montrent à quel point l’exigence de “ *transparence* ”, pour reprendre un terme désormais en vogue, est devenue

extrêmement commune dans nos “ sociétés critiques ”¹. Elle constitue, dorénavant, une revendication des personnes contre ce qu’elles identifient comme de l’ « opacité ». Dans les années 1990, commence à s’opérer un intense travail de critique et de justification, polarisé sur des accusations ayant pour objet central le “ non-dit ”, qui prend également pour cible les médias dans la dénonciation de non-médiatisation et de sous-médiatisation, d’événements, de faits, de situations que les personnes tiennent à cœur.

D’une manière générale, ces dénonciations s’opèrent au nom de la « vérité » et de la « démocratie », contre les diverses formes de « conspiration du silence » que la critique du non-dit s’emploie à dévoiler. Lorsqu’elle émane de professionnels des médias, elle s’établit au nom de l’ « information » afin que les personnes puissent accéder à leur autonomie de jugement à travers la constitution de leur opinion, au sens où Tarde pouvait concevoir l’opinion comme un « ensemble de jugements » favorables à l’expression d’une « volonté générale »². C’est pourquoi elle se déploie au nom de « l’intérêt général » dans le sens commun.

Les diverses formes de « non-dit » sont, en conséquence, plus que jamais soumises à un vaste travail d’accusation qui les considère comme illégitimes dans une volonté de libération par la « transparence » qui trouve son origine avec le mouvement des Lumières dans la deuxième moitié du XVIIIème siècle.

Notre argument central sera le suivant : l’émergence massive de la critique des diverses formes de non-dit à partir des années 1990, ayant pour corollaire la revendication contemporaine à la « transparence », a partie liée avec un intense travail de délégitimation du monde domestique, auquel la critique s’est livrée depuis les années 1970, dont la force a provoqué le reflux massif dans les domaines de la famille, de l’entreprise et de l’Etat.

I. Un répertoire des formes de critique du non-dit

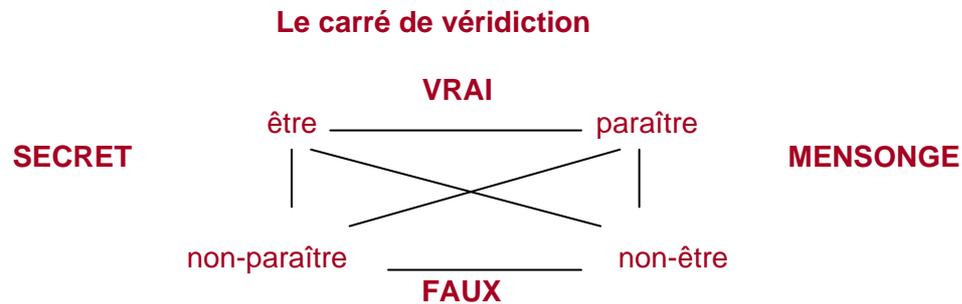
Ce qui va faire tenir ensemble sous le terme de « dévoilement » ces différentes critiques du non-dit va être l’opération qui consiste à faire apparaître un *gap* entre ce qui est *officiel*, vers un monde extérieur, et ce qu’elle estime relever de l’*officieux*, dans un monde intérieur, entre d’une part ce qui se passe sur la scène et d’autre part ce qui se trame en coulisse, pour reprendre la métaphore théâtrale. L’opération de dévoilement fait apparaître deux réalités : d’une part, une réalité officielle qui va être appréhendée comme « construite », “ fabriquée ”, “ fausse ” par la critique afin d’être présentable et recevable aux yeux du plus grand nombre et, d’autre part, une réalité officieuse, confinée au sein des institutions, dissimulée par les personnes, perçue comme authentique faisant l’objet du dévoilement.

Le dévoilement du non-dit consiste donc à fondre ces deux niveaux de réalité en un seul, en faisant en sorte que l’officieux fasse désormais partie de l’officiel. C’est précisément l’opération que le sens commun assimile aujourd’hui à la “ transparence ”. La sémiotique de Greimas et Courtès, à travers le carré de véridiction³, montre comment la multiplication des rôles actantiels produit des actants dotés d’une complexité narrative supérieure aux figures du “ héros ” et du “ traître ” de l’imaginaire narratif. Cette multiplication des rôles actantiels s’opère en introduisant l’opposition de départ entre le “ vrai ” et le “ faux ” qui va engendrer l’opposition entre ce qui relève du « mensonge » et ce que Greimas et Courtès appelle le « secret » :

¹ BOLTANSKI Luc, *L’amour et la justice comme compétence*, Métailié, 1990

² TARDE Gabriel, *L’opinion et la foule*, PUF, 1989

³ GREIMAS Algirdas.J, *Du sens*, II, *Essais sémiotiques*, Le Seuil, 1983, p 53



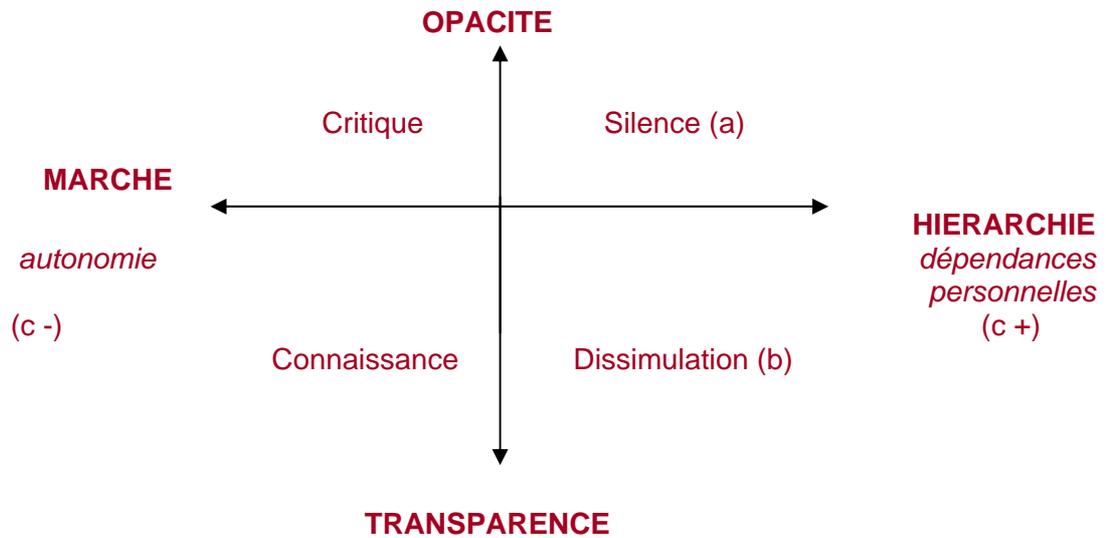
Nous proposons de qualifier ce que par Greimas et Courtès appellent le “ secret ” de “ non-dit ”. Le secret, comme nous le montrerons, constitue en soi une forme de non-dit parmi d'autres que nous avons identifié en partant des critiques. Pour bien comprendre comment opère le non-dit, il est nécessaire d'opérer la distinction suivante en reprenant la dissociation réalisée par Greimas et Courtès entre d'une part a) l' “ être ” et d'autre part, b) le “non-paraître ”. Le non-dit prend ainsi deux formes différentes : lorsqu'il a partie liée avec l' « être », il est caractérisé de la façon suivante : *n'est pas exprimé ce qui est* (a) ; lorsqu'il a partie liée avec le “ non-paraître ”, il est caractérisé de cette manière : *n'est pas exprimé ce qui ne paraît pas* (b).

(a) et (b) forment donc le « non-dit », leur distinction s'avère centrale si l'on reconsidère maintenant la critique. La critique du “ non-dit ” mène en conséquence des opérations de dévoilement de (a) et de (b). Nous avons à faire, en conséquence, à deux formes distinctes de « non-dit » : si la technologie sociale de (a) a pour finalité le *silence*, celle de (b) a pour finalité *dissimulation*.

Qu'est ce qui va faire que le non-dit va prendre la forme de (a) ou la forme de (b) selon les cas ? Le degré de dépendance des personnes entre elles, c'est à dire ce que nous appelons la *tension en proximité* (c), dans une configuration donnée, va être d'une importance centrale en inscrivant le non-dit dans la forme (a) ou la forme (b). Autrement dit, plus (c) est élevée, plus le non-dit prend la forme (b). A l'inverse, plus (c) demeure faible, plus le non-dit prend la forme de (a). La critique de (b) prend pour cible, par exemple, toute la facticité des relations personnelles non-électives dans la dénonciation du jeu des apparences, des fausses connivences dans ce qu'elle nomme l' « hypocrisie ». Quant à la critique de (a), elle dénonce ce qui est caché par l'organisation et l'institution comme, par exemple, dans le secret d'Etat.

Nous proposons d'introduire maintenant la distinction établie par Williamson⁴ entre une coordination institutionnelle décentralisée assurée par le marché (*market*) versus une coordination centralisée assurée par la hiérarchie (*hierarchy*). La question de l'*autonomie* conférée aux personnes apparaît ici déterminante : plus (c) est faible et plus (a) et (b) seront délégitimées et sujettes à la dénonciation publique en raison de son faible coût, les personnes étant déliées des fortes dépendances personnelles génératrices des jugements portés sur les personnes. Voici comment se trouve posée la question la question du non-dit à travers la figure suivante :

⁴ WILLIAMSON Oliver E., *Markets and hierarchies. Analysis and anti-trust application*. The Free Press, 1975



La critique du non-dit se déploie depuis une extériorité qui lui est conférée par la faiblesse de (c) vers des formes de coordination sociale hiérarchiques au degré d'opacité variable, de la société secrète à la famille nucléaire pour résumer. C'est pourquoi la critique du non-dit est une critique de la coordination hiérarchique, régie par un fort degré de dépendance personnelle, ce que Luc Boltanski et Laurent Thevenot appellent « cité domestique » dans leur ouvrage *De la justification* qui constitue une modélisation des pluralités de formes de justice à l'œuvre dans nos sociétés critiques contemporaines. La cité domestique constitue la topique où l'ordonnement des personnes en reposant sur le triple principe de la descendance, de la hiérarchie et de la tradition : « La personne individuelle, écrivent Boltanski et Thévenot, est un maillon dans la « grande chaîne des êtres » et chacun se trouve pris entre un supérieur dont il reçoit, par l'intermédiaire d'une relation personnelle, une puissance d'accès à la grandeur, et des inférieurs qu'il englobe et qu'il incarne »⁵.

La critique du monde domestique va être développée, comme nous le montrerons, par deux « actants », pour reprendre le terme de Greimas, ennemis sur la question du capitalisme et de la justice mais alliés dans le combat contre la société traditionnelle postérieure à 1789 puis contre les réminiscences du monde domestique à partir de Mai 68 : la gauche et le libéralisme.

- a) Lorsqu'elle se déploie au nom de l'intérêt général contre des formes domestiques, c'est à dire dans les contextes et institutions où la tension entre ordre civique et ordre domestique est particulièrement forte, elle prend pour cible la communauté, les notables et l'Etat à travers leurs formes de non-dit respectives : (1) le secret, (2) la collusion et (3) la censure.
- b) Lorsqu'elle se déploie au nom de l'authenticité des relations entre les êtres dans les contextes de fortes dépendances personnelles, elle prend pour cibles les technologies sociales productrices de ce qu'elle qualifie d' « hypocrisie » à travers le jeu des apparences, le tacite et la stratégie, c'est à dire dans (1) l'illusion, (2) le tabou et (3) l'intérêt.

⁵ BOLTANSKI Luc, THEVENOT Laurent, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard NRF, 1991, p 116

1) Le non-dit par le silence (a)

> La critique de la communauté : le secret

La dénonciation de la pratique du secret prend pour cible le monde domestique depuis le monde civique, au nom de « l'intérêt général », et depuis le monde de l'opinion, au nom de « l'information », dans la volonté d'un libre accès des citoyens à l'information. Elle s'élève contre toute forme de rétention d'informations. La pratique du secret va alors consister, pour une communauté donnée — qui peut aller des membres d'une famille jusqu'aux représentants de l'Etat — à maintenir confiné en son sein des informations qui sont, en conséquence, soustraites délibérément de l'espace public habermasien.

La pratique du secret est alors justifiée comme nécessaire afin d'assurer la pérennité de la communauté en question comme, par exemple, dans le cas du « secret d'Etat ». Il se peut également que les membres d'une communauté soient exclusivement liés par le secret comme dans le cas des sociétés secrètes qui existent en marge de l'espace de l'espace public. La dissociation entre les notions d' « intérieur » et d' « extérieur » prend ici tout son sens à travers l'usage du « eux » et du « nous » communautaire, « la société secrète, écrit Simmel, ne fait rien de secret, c'est l'ensemble de ses membres qui lui-même est un secret ».⁶ La pratique du secret suppose que les personnes soient tenues entre elles par des liens domestiques particulièrement forts qui permettent de les ordonner et de fonder la hiérarchie de la communauté. Pour Simmel, cette dimension hiérarchique dans la pratique du secret apparaît tout à fait centrale puisque « l'ordre hiérarchique ne tolère l'individu que dans la mesure où il joue un rôle déterminé par avance, il tient en quelque sorte à la disposition de chacun des membres un vêtement stylisé où s'estompent ses contours ».⁷ Le thème du secret constitue un objet tout à fait central pour la sociologie en raison de la question de la communauté qu'il soulève et de l'opposition classique, depuis le XIXème siècle, entre la communauté et la société avec pour corollaire la question de l'autonomie de l'individu posé par le libéralisme.

Comme le montre l'anthropologue Bery L. Bellman⁸ dans son enquête sur les formes de secret entretenues autour du rituel Poro au sein de l'ethnie des Kpelle (le plus grand groupe culturel au Libéria) le secret, en tant que technologie sociale de l'informel par excellence est directement associée à un comportement déviant et anti-social (*deviant and antisocial behaviour*) par l'opération critique suivante : ce qui relève de l'informel est illégitime. C'est pourquoi, comme le montre Bellman, si les sociétés secrètes en Afrique de l'Ouest ont joué un grand rôle depuis des siècles, à partir des années 1960 et du mouvement d'indépendance, celles-ci vont être progressivement déclarées « illégales » par les nouveaux gouvernements soucieux de désencastrer l'exercice du pouvoir des traditions domestiques locales.

>>> La critique de l'Etat : la censure

La technologie de la censure, développée par l'Etat, vise à contrôler ce qui est en circulation dans l'espace public, avec la justification de l' « intérêt général ». Elle va revêtir trois formes principales : 1) La censure déployée contre la transgression au nom de l'Etat, 2) la censure dirigée contre l'obscénité au nom de la société et 3) la censure déployée contre l'atteinte à la dignité des personnes au nom du principe de commune humanité.

⁶ SIMMEL Georg, *Secret et sociétés secrètes*, Circé, p 93

⁷ *Ibid* p 107

⁸ BELLMAN Bery L., *The language of secrecy. Symbols & metaphors in Poro ritual*, Rutgers, New Jersey, 1984

1) La première forme de censure est justifiée par la protection des intérêts supérieurs de l'Etat — comme par exemple dans le cas du secret d'Etat — en tant qu'instance civique de représentation de l' « intérêt général », les intérêts vitaux de l'Etat se confondant avec le bien commun du monde civique. Dans les régimes totalitaires, lorsque l'Etat se transforme en Etat-parti, la censure opère au nom de l'Etat, la société étant encastrée dans l'Etat à travers les dispositifs de contrôle totalitaires afin de réduire l'espace social occupé par la notion hégélienne de « société civile », c'est à dire tout l'espace social critique occupé entre la famille et l'Etat. En URSS, par exemple, le « Glavlit » était l'organe de la censure afin d'empêcher ce que le régime estimait être des « secrets d'Etat » en matière artistique, la censure étant justifiée au nom des « travailleurs »⁹. Dans l'Etat totalitaire, le secret d'Etat va être étendu à la société, l'Etat communiste interdisant, par exemple, la publication des données statistiques relatives aux personnes sans abris et au chômage, les conflits de pouvoir avec les paysans, les données sur les crimes, etc... Soljenitsyne rapporte ainsi ce que le régime ne voulait pas voir développé « le pessimisme, le noircissement et les flèches secrètes »¹⁰ en terme de posture critique. Un critique de cinéma expose les contraintes que le régime imposait à la création cinématographique soviétique : « 1) Chanter la grandeur de la vie soviétique, 2) Ne pas toucher au thème de l'alcoolisme, 3) Ne pas toucher au thème de la sexualité, 4) Eclaircir la réalité et 5) Glorifier l'approche en terme de classes »¹¹.

La célébration apparaît donc comme centrale dans les formes de censure développée par l'Etat totalitaire, elle a pour fonction de maintenir, par la force et la coercition, l'accrochage Etat/société. Tout l'effort de la critique, développée clandestinement par la société civile, va porter sur la délégitimation de l'accrochage Etat/société au nom des droits de l'homme, comme, par exemple, lorsqu'elle se déploie pour réclamer des droits fondamentaux comme la « liberté d'expression » ou la « liberté de la presse ». Elle va procéder à des opérations de dévoilement visant à faire apparaître une réalité « officieuse », dissimulée par l'Etat, afin de la transporter dans le domaine de l' « officiel ». Or, ce transport suppose un coût extrêmement élevé pour le dénonciateur lorsque l'organisation hiérarchique et centralisée du non-dit repose sur l'intimidation et la menace, les personnes pouvant être dénoncées par leur propre entourage familial comme dans les Démocraties dites « populaires ». C'est ce coût humain qui va faire que les personnes organisent elles-mêmes le non-dit et prend alors la forme de « l'autocensure » lorsqu'elles anticipent le coût de la dénonciation publique comme trop coûteux pour elles-mêmes et pour leurs proches.

2) La censure de droite se déploie au nom de la société contre ce qu'elle identifie comme de l' « obscénité ». L'indignation vis à vis de ce qui est qualifié d' « obscène » se déploie depuis le monde domestique vers le monde de l'inspiration et développe des reproches liés au manque de contrôle des affects, au relâchement du maintien de soi, c'est à dire au laisser-aller de la parole et des corps ; c'est à dire des postures au sein d'agencements qui être qualifiés de « vulgaires ». Lorsqu'elle prend pour cible le monde de l'opinion, elle fustige ce qui lui paraît « obscène », c'est à dire ce qui n'est pas digne d'être dévoilé en public selon une frontière précise entre les affaires et comportements qui doivent rester confinés au domaine privé, de l'intime. C'est au nom de la morale et des « bonnes mœurs », comme l'on disait on au XIXème siècle, que cette forme de censure va se déployer en prenant pour objet la chair et la parole au sein d'agencements qu'elle juge indignes au nom de la protection de certains publics comme, par exemple, les enfants face à la diffusion pornographique. L'obscénité constitue une des plus anciennes justifications de la censure dans la volonté de

⁹ ZARETSKAIA-BALSENTE, Ioulia, *Les intellectuels et la censure en URSS (1965-1985). De la vérité allégorique à l'érosion du système*, L'harmattan, 2000

¹⁰ *Ibid*

¹¹ ZARETSKAIA-BALSENTE, Ioulia, *Les intellectuels et la censure en URSS (1965-1985). De la vérité allégorique à l'érosion du système*, L'harmattan, 2000, p 167-168

conservation et de réhabilitation des valeurs traditionnelles comme, par exemple dans les années 1920 aux Etats-Unis avec *The New York society for the suppression of vice* et les disputes liées à la croisade des « *Clean books* »¹² des années 1920.

3) La censure de gauche développe sa justification au nom du principe de commune humanité selon le travail de catégorisation et de mise en équivalence qu'elle va entreprendre pour développer des qualifications de « racisme », de « sexisme » ou d'« homophobie » comme par exemple, les disputes liées au contenu de manuels scolaires¹³ ou en matière de publicité. Elle est dirigée contre ce qu'elle identifie comme des formes d'intolérance, c'est à dire l'atteinte à la dignité des personnes. C'est pourquoi elle développe tout un travail de catégorisation puis de mise en équivalence des situations afin de faire exister des victimes reliées entre elles par l'offense et la souffrance. Autrement dit, et ce qui fait débat pour aller vite, deux approches de la souffrance vont se trouver en présence : une approche de droite¹⁴ essentiellement nietzschéenne, c'est à dire son occultation sinon son dédain, et une approche de gauche centrée sur la réhabilitation du martyr et de la victime.

D'une manière générale, lorsque la critique de la censure se déploie depuis le monde civique elle s'établit au nom de la « liberté d'expression » — « La volonté de transparence, écrit Vaneigem, révoque l'esprit de délation. La meilleure façon de décourager les sycophantes, c'est que tout soit porté à la connaissance des citoyens »¹⁵—, lorsqu'elle se déploie depuis le monde de l'inspiration, elle revendique la « liberté de création ».

2) Le non-dit par la dissimulation (b)

> La critique de l'apparence : l'illusion

Le dévoilement de l'illusion consiste à faire apparaître deux réalités jusqu'alors fondue en une seule. Elle va faire apparaître une réalité estimée « authentique » (vraie) d'une réalité « inauthentique » (fausse) en dévoilant les *fabrications*, pour reprendre le terme de Goffman¹⁶, nécessaires à la production de l'illusion. Cette opération de dévoilement a partie liée avec une dénonciation de la manipulation en voulant faire cesser le *faire croire que* de la fabrication en faisant ouvrir les yeux des personnes trompées au moyen d'un acte de langage.

La manipulation présente effectivement la spécificité d'être rendue inopérante au moyen d'un énoncé performatif visant à détruire la fabrication. Cette opération de démasquage montre en quoi la réalité projetée et officialisée masque en définitive une autre réalité qui n'est pas présentable aux yeux des personnes ou moins recevable, « Ce que l'on tenait pour réel s'effondre » écrit Goffman.¹⁷ L'illusion fait donc apparaître deux catégories d'actants : l'auteur de la manipulation et la victime. Elle s'étend de la vie quotidienne avec la magie, les canulars et les blagues jusqu'au régime totalitaire où elle est instituée en tant que système au moyen de la propagande d'Etat. La société totalitaire est un espace unidimensionnel unifié par la l'idéologie si bien qu'il présente très peu de prises critique internes favorables à

¹² BOYER Paul S., *Purity in print. Book censorship in America from the gilded age to the computer age*, The University of Wisconsin Press, 2002

¹³ BURRESS, Lee, *Battle of the books. Literary censorship in the public schools (1950-1985)*, The scarecrow Press, London, 1989

¹⁴ AMATO Joseph, *Victims & values. A history and theory of suffering*, Praeger, 1990

¹⁵ VANEIGEM Raoul, *Rien n'est sacré, tout peut se dire*, La découverte, 2003, p 50

¹⁶ GOFFMAN Erving, *Les cadres de l'expérience*, Les éditions de Minuit, 1991, p 93

¹⁷ GOFFMAN Irving, *Les cadres de l'expérience*, Les éditions de minuit, 1991

la dénonciation publique en raison du risque d'un retournement de l'accusation au détriment du dénonciateur qualifié de « paranoïaque » ou de « schizophrène » relevant de la psychiatrie. La société totalitaire rend donc impossible, du moins formellement, la « défection » et la « *voice* » pour reprendre la terminologie d'Albert Hirschman¹⁸. C'est pourquoi, les tentatives de dénonciation de la société totalitaire réussissent depuis une extériorité critique où le dénonciateur possède le libre arbitre de construire son accusation et de formuler sa dénonciation comme, par exemple, avec dans les écrits d'exil des membres de l'école de Francfort dénonçant l'hitlérisme ou bien *l'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne dans sa dénonciation du stalinisme.

La critique de l'apparence est constitutive de la critique des idéologies, dans la dénonciation de la formation et de l'entretien des « fausses consciences », « l'idéologie, écrit Paul Ricoeur, désigne au départ un processus de distorsion ou de dissimulation par lequel un individu ou un groupe exprime sa situation, mais sans la connaître ou la reconnaître »¹⁹. Le marxisme constitue l'instance principale de dévoilement à gauche — aux côtés de la psychanalyse puis du structuralisme dans les sciences sociales dans les années 1970 — avec une conception de l'idéologie basée sur la manipulation que l'on peut opposer à la conception « culturaliste » de l'idéologie, développée par des anthropologues tels que Geertz ou Dumont, basée avant tout sur son rôle d'intégration. L'idéologie, dans l'acception marxiste, constitue ce qui fait œuvre de voilement par la distorsion et la dissimulation, c'est à dire en définitive par la fabrication de fausses consciences collectives au profit des actants générateurs de l'idéologie. Le dévoilement de l'idéologie entretient la permanence d'une « ère du soupçon. »

Dans le domaine domestique, le dévoilement de l'apparence fait apparaître ce qui est estimé être de la « fausse connivence », de la « fausse complicité », de la « fausse amitié » ; c'est à dire la facticité et la simulation des sentiments, des émotions affichés par les êtres dans leurs dépendances personnelles dans des politiques de moindre mal afin d'éviter la dispute. L'objet de la dénonciation va être qualifié d'« hypocrisie » afin de désigner l'inauthenticité des relations entre les personnes. L'hypocrisie va être, par exemple, un des thèmes centraux de la littérature au XIX^{ème} siècle dans la critique de l'hypocrisie en matière de mœurs de la vie domestique bourgeoise, dans le mariage d'intérêt, les enfants adultérins, etc...

>> La critique du tacite : le tabou

Le dévoilement du tabou, dans la société occidentale, consiste à transporter la transgression de la norme du domaine de l'indicible au domaine de l'explicite, autrement dit en brisant un consensus normatif selon lequel le tabou, c'est à dire la norme et sa transgression, demeure l'apanage de l'indicible. La critique du non-dit tacite, en prenant pour cible le consensus entourant la norme transgressée, constitue en soi une transgression en brisant le silence.

Autrement dit, le « tacite » entourant le tabou consiste à ne pas exprimer ce qui est réprimé. La sexualité occupe une place essentielle dans ce qui relève du tacite et dont l'expression constitue une transgression : « Si le sexe est réprimé, écrit Foucault, c'est à dire voué à la prohibition, à l'inexistence et au mutisme, le seul fait d'en parler, et de parler de sa répression, a comme une allure de transgression délibérée ».²⁰ La dénonciation du « tacite » fait scandale dans des contextes où le degré de dépendance personnelle entre les personnes est élevé. La critique du « tacite » va permettre de rendre explicite les objets sur

¹⁸ HIRSCHMAN Albert O., *Face au déclin des entreprises et des institutions*, Editions ouvrières, 1972

¹⁹ RICOEUR Paul, *L'idéologie et l'utopie*, Le Seuil, 1997, p 17

²⁰ FOUCAULT Michel, *La volonté de savoir. Histoire de la sexualité*, I, Gallimard NRF, 1976, p 13

lesquels porte la transgression, jusque-là relégués dans le non-dit. Depuis Durkheim, dans son étude de la prohibition dans le domaine religieux et Lévi-Strauss, dans son analyse de la prohibition de l'inceste, il est possible d'établir que la norme faisant l'objet d'un consensus tacite porte à la fois sur ce qui relève du sacré et ce qui relève du prohibé. Comme le montrent des anthropologues comme Mary Douglas²¹, le tabou a partie liée avec la notion d'« impureté » et de « pollution » ; le sacré et le prohibé étant agencés de manière isomorphe à ce qui est qualifié d'« impur » et à ce qui est décrété comme « permis ». En partant de l'étymologie polynésienne du « tabou », Steiner²² précise que la notion de « Kabu » aux îles Fidji signifiait à la fois ce qui était illégal et sacré lorsqu'aux îles Malagassy le terme de « tabaky » désignait ce qui était profané et pollué.

En suivant Steiner, le tabou remplit deux fonctions essentielles dans la société primitive : a) la classification et l'identification de la transgression et b) la localisation des sources de danger pour les personnes. Frazer, dans *Le rameaux d'or*²³, son étude de la magie et de la religion dans la société primitive, dresse une typologie des objets que revêt le tabou en distinguant a) les actes tabous (*tabooed acts*) comme boire, manger ou montrer des visages b) les personnes taboues (*tabooed persons*) comme les rois, les chefs ou les femmes enceintes ou lors de leur période menstruation, les guerriers, etc... c) les choses taboues (*tabooed things*) comme le sang, la coupe des cheveux, la tête et d) les mots tabous (*tabooed words*) comme les noms personnels, les noms des morts, les noms de dieu et des personnages sacrés.

La dénonciation du tabou dans la société occidentale a partie liée avec une critique de l'apparence, dans le but de faire cesser ce qu'elle appelle l'« hyprocrisie », autrement dit le silence entourant la transgression d'une norme communément admise. Deux cas de figure sont possibles :

- 1) Lorsque la dénonciation du tabou porte exclusivement sur la norme transgressée en montrant en quoi l'acte de la transgression menace la norme inscrite dans les institutions et la tradition. C'est la dénonciation de droite du tabou dans la visée du scandale et de la stigmatisation des « transgresseurs ». La sexualité occupe, par exemple, une place prépondérante dans ces opérations de dénonciation à travers les questions d'avortement, « Il y a peu de sujets, écrit Simone De Beauvoir, sur lesquels la société bourgeoise déploie plus d'hypocrisie : l'avortement est un crime répugnant auquel il est indécent de faire allusion »²⁴, de révélations d'homosexualité (*coming out*), de l'adultère, etc...
- 2) Lorsque la dénonciation du tabou vise principalement la norme en question dans une opération de délégitimation de celle-ci afin d'obtenir des réaménagements d'agencements par la transformation de la norme. C'est la dénonciation de gauche du tabou qui s'emploie à victimiser les transgresseurs. Les débats récents liés, par exemple, à l'usage des drogues douces avec la revendication de la dépénalisation en fournissent une illustration. Cependant, dans un cas comme dans l'autre, la dénonciation du tabou s'emploie à faire ouvrir les yeux sur ce qui était occulté collectivement comme en témoigne, par exemple, les polémiques liées au renouvellement de l'historiographie de Vichy ou de la guerre d'Algérie. Elle s'emploie ainsi à rendre visible et audible ce qui est « refoulé » comme dit la psychanalyse.

²¹ DOUGLAS Mary, *De la souillure. Etudes sur la notion de pollution et de tabou*. La Découverte, 1992

²² STEINER Franz, *Taboo*, Philosophical library, New York, 1956, p 33

²³ FRAZER James G. *The golden bough. A study in magic and religion*, Abridged Editions, 1929

²⁴ DE BEAUVOIR Simone, *Le deuxième sexe*, Tome 2, Gallimard NRF, p 135

II. Ce qui est critiqué : le libéralisme et la gauche versus le monde domestique

C'est à partir de la fin du XVIII^e siècle²⁵ que la gauche et le libéralisme scèlent leur alliance contre le monde domestique de l'Ancien Régime qui constitue, d'une certaine façon, une extension d'un régime de type domestique à l'Etat. — « le roi et ses sujets » —. La gauche et le libéralisme ont partie liée avec la formation de l'espace public qui constitue, pour aller vite, un vaste et puissant mouvement d'interconnexion de communautés par la publicité de leurs affaires ; mouvement auquel les sociétés secrètes, par exemple, tentent de se soustraire afin de régler leurs affaires en marge de l'espace public, c'est à dire " la sphère des personnes privées rassemblées en un public " selon l'expression d'Habermas²⁶. La formation de l'espace public est donc le passage d'une juxtaposition de communautés à la constitution de la société civile. Auparavant, ces " communautés " ou ces " ordres ", selon que l'on adopte une terminologie faisait référence au XIX^e siècle ou à l'époque médiévale, se caractérisaient par la pratique du secret, la tradition de l'hérédité et la soumission des régimes d'autorité de type domestique au sein de la famille, de l'organisation corporative du travail et des instances religieuses.

La gauche et le libéralisme sont les deux instances critiques de transformation inhérentes à la modernité dans leur aspiration commune de libération vis à vis de la société traditionnelle en constituant, par leur cinétique respective, des instances de " désencastrement ", pour reprendre le terme de Polanyi.²⁷

La gauche est par excellence l'instance critique du dévoilement depuis la deuxième moitié du XVIII^e siècle des Lumières, qui œuvrent dans le but de libérer l'individu de la sujétion absolutiste et religieuse au sein d'un " Règne de la critique " ²⁸, au XIX^e siècle avec le marxisme, qui entend démontrer « scientifiquement » l'exploitation d'une sous-humanité dans le capitalisme, puis, à partir de la fin du XIX^e siècle, avec la psychanalyse dans ses tentatives de rendre accessible l' « inconscient » par la conscience.

Le libéralisme constitue, quant à lui, l'instance politique de singularisation des personnes par l'intermédiaire de la revendication centrale de l'autonomie — avec pour objet central, les disputes liées au droit — au sein de ce que Charles Taylor appelle l' « atomisme » ²⁹ à partir du XVI^e siècle.

C'est précisément cette revendication à l'autonomie de la personne qui permet de distinguer, en Europe, la droite libérale de la droite non-libérale qui fait alliance avec les mouvements fascistes des années 1930 dans la critique du libéralisme. Le processus de désencastrement opéré par le libéralisme à partir du XIX^e siècle est double : il fait céder à la fois l'accrochage *personne/topos* et l'accrochage *personne/domesticité*, autrement dit, il permet l'engendrement d'une nouvelle humanité, autonome, car déliée de son enracinement et libérée des régimes domestiques de la société traditionnelle au nom de la liberté.

C'est précisément contre cette double libération que la mystique contre-révolutionnaire, incarnée en France par De Maistre et De Bonald et Coleridge et Burke dans le monde anglo-saxon, défend la tradition à travers une posture conservatrice célébrant des valeurs

²⁵ KAPLAN Steven L., *La fin des corporations*, Fayard, 2001

SEWELL William H., *Gens de métier et révolution. Le langage du travail et de l'ancien régime à 1848*, Aubier, 1983

²⁶ HABERMAS Jurgen, *L'espace public*, Payot, 1978

²⁷ POLANYI Karl, *La grande transformation. Aux origines économiques de notre temps*, Gallimard NRF, 1988

²⁸ KOSELLECK Reinhardt, *Le règne de la critique*, Editions de Minuit, 1979

²⁹ TAYLOR Charles, *La liberté des modernes*, PUF, 1989

médiévales fondées sur la communauté, la parenté, la hiérarchie, l'autorité et la religion en postulant que l'ordre social traditionnel était conforme à la « volonté divine »³⁰. Par ailleurs, il faut souligner à quel point la mystique contre-révolutionnaire a pu attaquer le capitalisme au XIX^e siècle depuis ses valeurs médiévales, sans doute encore plus violemment que la gauche et le socialisme qui demeurent encastrés dans le capitalisme dans la célébration positiviste de la technique, de l'industrie et de l'urbanisation.

Quand à la droite libérale, établie en France à travers l' « orléanisme »³¹, elle constitue un compromis entre le libéralisme, qui doit justifier le capitalisme en terme de libération individuelle et collective par rapport à la tradition, et le conservatisme qui, sur le plan des mœurs, prône une certaine ascèse et règle la vie domestique de la bourgeoisie comme l'a montré Sombart.

La gauche et le libéralisme vont prendre pour cible le monde domestique à travers 1) la parenté, 2) la hiérarchie et 3) la tradition. (à finir)

III. La délégitimation du monde domestique : force de la critique du non-dit

Pour comprendre la délégitimation généralisée du non-dit à partir des années 1990 et l'injonction actuelle à la transparence, nous allons examiner quelles ont été les recompositions opérées par la critique du monde domestique. Il est possible de distinguer trois instances critiques qui vont simultanément provoquer son déclin généralisé : (1) Mai 68 et la critique féministe des années 1970, dirigés contre la famille traditionnelle et les régimes d'autorité masculins, vont jouer un rôle tout à fait central dans la délégitimation du patriarcat et l'entrée en politique des êtres jusque-là réduits au silence : les femmes, les jeunes, les immigrés et les homosexuels. (2)

Le capitalisme financier et le management par projet vont constituer, à partir des années 1980, une instance critique des deux esprits du capitalisme antérieurs — le capitalisme familial et le capitalisme managérial — dans la délégitimation, d'une part, des principes d'autorité de type domestique dans l'entreprise et, d'autre part, dans la critique de l'opacité bureaucratique de la grande entreprise fordiste centralisée. (3) A partir des années 1990, les ONG et les institutions internationales, issues de la globalisation, vont conquérir leur légitimité sur la scène internationale en s'arrogeant, dans le cadre du multilatéralisme, un droit de contrôle des Etats, en dénonçant les réminiscences de l'ordre domestique au cœur des administrations et de l'Etat dans le cadre de politiques anti-corruption et d'élimination du clientélisme, en particulier dans les pays dits du « Sud ».

1) Première instance critique à partir des années 1970 : Mai 68 et le féminisme

L'émergence des revendications féministes à partir des années 1960 et le tournant de Mai 68 sont tout à fait centraux pour comprendre la vitalité actuelle des différentes formes de critique du non-dit. Le féminisme anglo-saxon revendique la visibilité dans l'espace public et l'accès la représentation en politique des mouvements qualifiés de « minorités »³², engagés dans des luttes de reconnaissance. Il s'agit de l'irruption sur la scène publique, notamment

³⁰ NISBET Robert A., *La tradition sociologique*, PUF, 1984

³¹ REMOND René, *Les droites en France*, Aubier, 1983

³² COSTAIN Anne N., *Inventing women's rebellion. A political process of the women's movement*, The John Hopkins University Press, 1992

aux Etats-Unis, des homosexuels, du mouvement des *Black Civil Rights* parallèlement à l'émergence de la critique écologiste du capitalisme qui fait entrer les non-humains en politique³³. Le tournant de Mai 68 consiste, pour une large part, à l'entrée en politique d'êtres jusque-là « dominés », comme disent les féministes américaines, comme les femmes, les jeunes, les minorités ethniques et sexuelles et les classes populaires, qui demeuraient jusque dans les années 1960 confinés au silence et dont la légitimité de la parole n'était pas reconnue comme dans les romans de Carson Mac Cullers et les nouvelles de Flannery O'Connor se déroulant dans le sud américain, patriarcal, des années 1950.

Le mouvement féministe des années 1960 et 1970 constitue, par excellence, l'instance critique du monde domestique en transportant la question des femmes de la sphère domestique à la sphère politique au moyen d'opérations de dévoilement consistant à sexualiser la politique dans la volonté de libération qui investit le corps des femmes comme le lieu de la contestation politique³⁴ afin de dénoncer l'exploitation et l'aliénation biologique.

Le féminisme établit donc un accrochage entre la biologie et la politique en dénonçant les fondements biologiques de l'ordre social et politique à travers un vaste travail critique alliant des opérations récurrentes de montées en généralité et de mise en équivalence de la condition des femmes, comme on peut le lire aujourd'hui dans les *genders studies* et leurs différentes études de féminisme comparé à travers le monde.

La critique féministe s'adosse au marxisme dans la dénonciation de l'exploitation sexuelle au sein de la famille nucléaire, régie par le patriarcat, et plus généralement en opérant des mises en équivalence de la domination ayant pour objet le racisme, l'« exploitation de classe » ou encore l'homophobie en partant du constat que les femmes souffrent de marginalisation³⁵ au même titre que les autres groupes « dominés », ayant une forte représentation goffmanienne d'eux-mêmes, comme il est fréquent de le lire dans la littérature féministe contemporaine.

Les historiennes et sociologues féministes vont, par ailleurs, s'intéresser à la question du travail dans une approche marxiste à travers la question de la neutralité des techniques en introduisant l'étude des rapports de sexe au sein des rapports de production afin de montrer que les qualifications et les compétences détenues par les femmes sont dévalorisées par un « gap technologique » selon l'expression de Cynthia Cockburn. Elle montre dans son ouvrage, *The material of male power*, comment le pouvoir masculin se construit sur la matérialité grâce au « pouvoir physique », notion qui désigne à la fois la capacité physique et la capacité de contrôle des techniques³⁶.

La critique féministe des techniques s'emploie à montrer comment la culture masculine se construit sur l'instrumentation des techniques en excluant les femmes de ces sphères d'activité productive comme, par exemple, avec la figure de l'ingénieur dans le monde industriel qui conjugue à la fois les attributs de la masculinité à la croyance dans le progrès dans une conception positiviste de l'ordre des choses avec laquelle la gauche traditionnelle d'avant Mai 68 fera largement alliance dans sa célébration de la science, de la technique et de l'industrie, considérés comme des vecteurs de libération.

³³ LATOUR Bruno, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte, 1999

³⁴ ECHOLS Alice, *Noting distant about it : women liberation & sixties radicalism* in COHEN Cathy J., JONES Kathleen B., TRONTO Joan C., *Women transforming politics*, New York University Press, 1997, p 463

³⁵ COHEN Cathy J., JONES Kathleen B., TRONTO Joan C., *Women transforming US politics : sites of power & resistance in Women transforming politics*, New York University Press, 1997, p 13

³⁶ CHABAUD-RYTCHER Danielle, GARDEY Delphine, *L'engendrement des choses. Des hommes, des femmes et des techniques*, Editions des archives contemporaines, 2002, p 9-36

La critique féministe prend pour cible la famille traditionnelle à travers d'une part 1) la dénonciation de la domination de la femme dans le mariage et d'autre part 2) son aliénation biologique dans la constitution de la famille nucléaire par l'engendrement.

> La délégitimation des dépendances familiales

La critique de la domination porte ses attaques contre les relations hiérarchiques inhérentes au monde domestique et les formes d'autorité masculines de type patriarcal où les femmes sont exclues de la discussion et de la délibération lors de la prise de décision qui incombent aux hommes, les femmes étant maintenues dans le domaine de "l'intérieur" contrairement aux hommes, engagés dans les affaires extérieures au monde domestique comme le montre, par exemple, Bourdieu dans son ethnographie kabyle à la fin des années 1950 ou Mohammed Ennaji³⁷ dans sa description de la société traditionnelle marocaine du XIX^{ème} siècle. L'exclusion des femmes³⁸ du domaine politique va de pair avec une exclusion, dans les sociétés occidentales, des minorités ethniques et sexuelles, de la jeunesse et des classes populaires jusqu'en Mai 68. L'opération de dévoilement développé par le féminisme montre comment le mariage hétérosexuel institutionnalise le *gender gap*, c'est à dire les fondements biologiques des rôles sociaux, parallèlement à une critique de l'Etat, construit comme l'instance de légitimation du mariage dans l'accès à la citoyenneté. C'est pourquoi certains écrits féministes américains se montrent particulièrement ironiques vis à vis de la « monogamie patriarcale blanche ».

L'Etat est accusé d'institutionnaliser une différenciation sexuelle entre ce qui relève d'une part du "masculin", à travers les attributs politiques conférés à la paternité, et d'autre part ce qui relève du "féminin", c'est à dire ce qui est considéré par l'Etat et la société comme "naturel" dans la mise au monde des humains. L'Etat, dans son accrochage à la parenté et à ses différentes formes d'arrangement antérieurs à Mai 68 — en matière de démographie avec les politiques natalistes de l'après-guerre ou avec les politiques hygiénistes du régime de Vichy par exemple — est accusé de légitimer un ordre hiérarchique fondé sur la biologie.

On peut d'ailleurs souligner à quel point la société fordiste de l'Après-guerre, jusqu'à la fin des années 1960, était régie par un compromis non seulement frayé entre le monde civique et le monde industriel à travers la planification, la politique industrielle et le partage de la valeur ajoutée au sein de la société salariale, comme le montre les économistes régulationnistes, mais également avec le monde domestique dans l'intervention de l'Etat dans le domaine de la parenté à travers les politiques familiales et de logement lors du "baby boom" des années 50-60. Cet accrochage de l'Etat et de l'engendrement offre une prise critique dans la dénonciation d'un régime d' "ultradomesticité" (*ultradomesticity*)³⁹, c'est à dire, la division sexuelle des rôles au sein de la famille nucléaire dans les Etats-Unis d'après-guerre.

C'est pourquoi le féminisme et plus globalement les mouvements de libération de Mai 68 font alliance avec le libéralisme et le marché dans l'autonomie et la plasticité qu'ils confèrent aux êtres, « Une relation humaine, écrit par exemple Simone de Beauvoir, n'a pas de valeur tant qu'elle est subie dans l'immédiat (...) Ce mélange complexe d'attachement, de rancune, de haine, de consigne, de résignation, de paresse, d'hypocrisie, appelé amour conjugal, on ne prétend le respecter que parce qu'il sert d'alibi ».⁴⁰

³⁷ ENNAJI Mohammed, *Soldats, domestiques et concubines. L'esclavage au Maroc au XIX^{ème} siècle*, Editions Eddif, 1994

³⁸ JUNN Jane, *Assimilating or coloring participation : gender, race & democratic political participation* in COHEN Cathy J., JONES Kathleen B., TRONTO Joan C., *Women transforming politics*, New York University Press, 1997, p. 389

³⁹ ECHOLS Alice, *Noting distant about it : women liberation & sixties radicalism*, *Ibid* p 458

⁴⁰ DE BEAUVOIR Simone, *Le deuxième sexe*, Tome 2, Gallimard NRF, p 113-114

Depuis Engels et son ouvrage *Les origines de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* jusqu'aux féministes des années 1970, les marxistes et les féministes vont justifier l'intégration des femmes dans le marché du travail comme une libération des structures domestiques et du régime d'autorité patriarcale⁴¹. La gauche féministe et plus généralement la nouvelle gauche issue de Mai 68 fait donc alliance avec le libéralisme et le marché en tant qu'instances de libération des dépendances personnelles.

>> La biologie versus la politique

La deuxième cible de la critique féministe du monde domestique porte sur la maternité dans la dénonciation de l'assujettissement des femmes à l'engendrement des humains, le féminisme anglo-saxon radical concevant la maternité (*motherhood*) non seulement comme l'aliénation biologique des femmes dans la société patriarcale mais aussi comme une forme de désocialisation au sein d'un monde domestique autoréférentiel, hermétique au domaine public et politique.⁴²

La famille nucléaire est dénoncée comme l'instance apolitique par excellence où s'exerce l'essentiel de la socialisation féminine. On retrouve, par exemple, la formation de cette critique à partir des années 1950 dans *Le deuxième sexe* (1949) de Simone de Beauvoir qui constitue un manifeste contre l'engendrement et la figure de la "mère", biologiquement aliénée, par opposition à la femme accomplie, libre et libérée, pratiquant la sexualité pour elle-même. Il s'agit d'une remise en cause profonde à partir des années 1970 des régimes d'autorités patriarcaux à travers une critique des diverses formes du pouvoir des « pères » dans les domaines de la famille, de l'entreprise à travers la figure du « patron » et de l'Etat : « A table, plus on a d'importance et plus on est proche du siège du père »⁴³.

Lors de Mai 68, les critiques féministes font alliance avec les divers mouvements étudiants et artistiques — le situationnisme par exemple — dans la « critique artiste »⁴⁴ du capitalisme qui porte essentiellement sur le thème de la déshumanisation. Les relations hiérarchiques, reposant sur des systèmes d'autorité bâtis sur la contrainte, sont critiquées comme inauthentiques et oppressants au sein de la famille, l'école ou bien encore l'usine en développant par des postures anti-autoritaristes qui déjà, par exemple, dans les Etats-Unis des 1950 imprègnent la littérature de la *Beat Generation*, — chez Kerouac et surtout chez Ginsberg — elle-même source d'inspiration pour les mouvements sociaux des années 1960 dans leur volonté de libération de l'ordre traditionnel de l'après-guerre.

La nouvelle gauche des années 1960 et 1970 se réapproprie le thème de la communauté (*communauty*) et développe une posture basée sur l'authenticité des relations humaines (*human relationship*).⁴⁵ Elle critique la généralisation des liens domestiques au sein de la famille, de l'entreprise, de l'Etat dans une volonté de libération au moyen de relations personnelles évacuant les anciennes dépendances personnelles générées par la hiérarchie pour de nouvelles formes de relations qui se veulent électives, réversibles et temporaires, autrement dit où les formes de grandeur des personnes sont remises à l'épreuve dans la plasticité des nouveaux agencements créés par le déclin des structures domestiques.

⁴¹ KAPLAN Temma, *A marxist analysis of women & capitalism* in JAQUETTE Jane J., *Women in politics*, John Wiley & son, 1974, p 264

⁴² IGLITZIN Lynn B., *Women & political socialization : considerations of the impact of motherhood* in *Women in politics*, *Ibid* p 39

⁴³ SHORTER Edward, *Le corps des femmes*, Le Seuil, 1984, p 16

⁴⁴ BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard NRF, 1999

⁴⁵ CALVERT Gregory, *Participatory democracy, collective leadership & political responsibility*, *New left Notes*, 2, n°45, december 1967

On peut mesurer dans les années 1990 comment la recomposition de la famille nucléaire traditionnelle pour de nouvelles formes de parentalité — principalement la monoparentalité et l'émergence de l'homoparentalité qui fait aujourd'hui débat — et le rejet des dépendances personnelles non-électives ont balayé quasi-intégralement les anciennes dépendances domestiques. C'est pourquoi on assiste à une résurgence de la critique de droite de ces transformations en matière de mœurs qui émerge depuis les années 1980, par exemple, aux Etats-Unis avec la nouvelle droite (*new right*) sous l'administration Reagan. Elle allie, sur le plan économique, une extension de la coordination des ressources par le marché dans le démantèlement de l'Etat-providence et, sur le plan des mœurs, une réhabilitation des valeurs traditionnelles centrées sur la famille, la religion et la morale sexuelle dans une réaction contre la « société permissive » des années 1960 et 1970 qui fut l'objet d'affrontement entre les féministes et la nouvelle droite chrétienne américaine⁴⁶.

Avec le déclin des instances d'autorité masculine, les diverses formes de non-dit régissant l'exercice de ce pouvoir — le secret de famille par exemple — sont ainsi progressivement devenues illégitimes aux yeux des êtres ayant conquis leur autonomie à partir des années 1970 et ayant accédé à la visibilité médiatique à partir des années 1980. La multiplication dans les années 1990 dans les médias des affaires de pédophilies, des révélations d'inceste, des cas de violence conjugale, d'humiliations au travail, de propos racistes etc... illustre la force développée par la critique féministe. Son rôle a été central dans les transformations en matière de mœurs opérées ces trente dernières années.

2) Deuxième instance critique à partir des années 1980 : le capitalisme financier et le management par projet

A partir des années 1980, la critique du non-dit investit le domaine de l'économie et de l'entreprise avec l'avènement du capitalisme financier et l'émergence du management par projet qui développent des justifications basées sur la délégitimation des formes de capitalisme domestique et le discrédit de la grande entreprise fordiste centralisée des années 1960 et 1970.

La persistance de l'ordre domestique au sein de l'économie constitue l'une des deux critiques majeures du capitalisme conjointement à la critique marxiste de l'autodestruction — avec laquelle elle fait largement alliance lorsque Marx par exemple déplore le retard de l'industrialisation de la Russie — avec la thèse des « entraves féodales » ou celle de la « révolution bourgeoise inachevée » comme le souligne Albert O. Hirschman⁴⁷, citant Lukacs : « La tragédie de la bourgeoisie c'est qu'elle n'a pas encore vaincu son ancien prédécesseur, c'est à dire le féodalisme, lorsque le nouvel ennemi, le prolétariat apparaît déjà sur la scène de l'Histoire »⁴⁸. La gauche et le libéralisme se retrouvent encastrés dans le capitalisme à travers la révolution anthropologique du désencastrement des structures traditionnelles de proximité générée par le marché comme l'a bien montré Polanyi.

Pour comprendre comment le capitalisme domestique et l'entreprise fordiste sont intégralement délégitimés par le monde économique à partir de la fin des années 1970, la notion d'*esprit du capitalisme*, développée par Weber, et les compromis qui lui sont associés demeurent centraux dans la délégitimation du monde domestique par le capitalisme depuis son origine. Comme l'avait déjà vu Weber, « le problème majeur de l'expansion du

⁴⁶ ABBOTT Pamela, WALLACE Claire, *The family and the new right*, Pluto Press, 1992

⁴⁷ HIRSCHMAN Albert O., *L'économie comme science morale et politique*, Gallimard, 1984

⁴⁸ *Ibid* p 30

capitalisme moderne n'est pas celui de l'origine du capital, c'est celui du développement de l'esprit du capitalisme⁴⁹.

Comme nous le montrerons, la transformation centrale qu'a connu le capitalisme au cours de son développement réside dans l'évacuation progressive des principes d'ordre domestique de son *ethos*. Il convient ainsi de distinguer trois phases majeures d'expansion du capitalisme dotées d'un esprit du capitalisme et de compromis spécifiques : (1) Le capitalisme familial, encastré dans des liens domestiques reposant sur un compromis frayé entre la cité marchande et la cité domestique à travers la figure du bourgeois entrepreneur.

(2) Le capitalisme managerial, de l'ère fordiste et de la grande entreprise bureaucratique, reposant sur un compromis frayé entre les cités civique, industrielle et domestique. (3) Le capitalisme actionnarial, de la *corporate governance* et du management par projet, qui rompt, à partir des années 1980, les compromis frayés précédemment en justifiant la disparition de l'ordre domestique de l'entreprise au nom d'une part, de l'efficacité des nouveaux modes de gestion basés sur l'introduction du mode de coordination par le marché au sein des firmes et, d'autre part, au nom de la libération individuelle au travail grâce à l'autonomie des personnes conférée par la topique du réseau.

> Premier esprit : le capitalisme familial

Le premier esprit du capitalisme est celui du capitalisme patrimonial de la bourgeoisie industrielle, depuis le début de la révolution industrielle au XIX^{ème} siècle jusque dans l'entre deux guerres des années 1930, décrit par Weber et Sombart, critiqué par Veblen. Le régime de croissance de type patrimonial était alors régi par le cycle du prix des actifs patrimoniaux, des marchés fortement concurrentiels, un rapport salarial en voie de constitution et une division smithienne du travail. Le grand de la cité marchande était incarnée à travers la figure du bourgeois et les agencements socio-économiques de ce capitalisme patrimonial étaient fixés par des compromis frayés entre la cité marchande et la cité domestique, la main d'œuvre déracinée par sa mise en circulation sur le marché du travail étant contrôlée par le paternalisme d'entreprise, des liens de type domestique avec la hiérarchie et de dépendance personnelle vis à vis de la direction familiale. L'ultra-gauche fournira, par exemple, sous le Front populaire, une critique de ce capitalisme domestique avec le mythe des " 200 familles " accusées de disposer de l'économie nationale.

Ces formes de capitalisme domestique étaient régies par une culture de la discrétion et du secret inhérente à l'*éthos* bourgeois du XIX^{ème} siècle qui mêle à la fois la propension à l'accumulation du capital à l'ascèse de la bourgeoisie décrite par Sombart. Au XV^{ème} siècle, comme le rapporte Jacques Le Goff,⁵⁰ un marchand génois recommandait déjà par exemple à ses confrères " de ne pas mettre les membres de sa famille dans le secret, et de construire une demeure d'où rien ne transpire au-dehors de ce qui se fait à l'intérieur ".

L'argent et sa possession reste pendant une très large partie du X^{ème} siècle dans le domaine du non-dit : " Ce qui devrait nous remplir d'étonnement, c'est que même en ce monde qui lui appartient, l'argent semble toujours avoir honte de lui-même " écrit Bernanos dans *Les Grands Cimetières sous la Lune* (1937). En revanche, la dénonciation de l'argent dans les années 1930 atteint un point culminant d'une part, avec l'ultra-droite qui fait l'accrochage entre la dénonciation de l'argent et l'antisémitisme (avec le soutien officiel

⁴⁹ WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, 1964, p 71

⁵⁰ LE GOFF Jacques, *Marchands et banquiers au Moyen âge*, PUF, p 85

sinon la complaisance du catholicisme) et d'autre part, avec l'ultra-gauche marxiste qui fait l'accrochage entre l'avalissement de l'humanité et l'accumulation sans fin du capitalisme.

Cependant, dès 1932 Berle & Means dans leur ouvrage classique *The modern corporation and the private property* identifient de nouvelles formes d'entreprises au sein desquelles l'administration de la firme et sa propriété sont dissociées, en rupture avec le modèle du capitalisme familial et la figure originelle de l'entrepreneur schumpeterien.

>> Deuxième esprit : le capitalisme managérial

Ce deuxième esprit du capitalisme ouvre l'ère de la production et de la consommation de masse de l'après-guerre sous le régime de croissance fordiste qui reposait, pour aller vite, sur a) une productivité élevée permise par la généralisation du taylorisme, b) des circuits économiques nationaux favorables aux politiques économiques keynésiennes et c) une institutionnalisation du rapport salariale à travers les négociations entre le patronat et les syndicats. Le grand de la cité industrielle est l'ingénieur et le fordisme repose sur un compromis frayé entre les cités industrielle, civique et domestique à travers la recherche permanente de gains de productivité, l'institutionnalisation du rapport salarial et l'adhésion relative au taylorisme motivée par les hausses de salaires.

Au niveau de l'entreprise, il s'agit de l'ère de la grande entreprise fordiste centralisée et fortement hiérarchique, gérée par la planification et par la "technostructure" selon l'expression de Galbraith dans son ouvrage *Le nouvel état industriel*⁵¹ prenant pour objet central les nouveaux enjeux de pouvoir interne à l'entreprise des années 1960. L'ethos de ce capitalisme de masse voit la montée en puissance d'une classe de managers, « les personnalités dominatrices de l'âge d'or du capitalisme ont disparu, écrit Galbraith ».⁵² Cette nouvelle classe managériale prend alors en charge la direction et l'administration des grandes entreprises en reléguant au second plan l'actionnaire et signant la disparition de la figure mythique de l'entrepreneur schumpeterien du capitalisme patrimonial.

>>> Troisième esprit : le capitalisme actionnarial

Le troisième esprit du capitalisme prend forme dans les années 1980 grâce à deux transformations décisives : 1) L'émergence et la généralisation d'un régime de croissance de type financier (*finance-led growth regime*), sur le modèle américain, que certains économistes présentent comme le successeur du fordisme, ce qui fait débat parmi les économistes régulationnistes.⁵³ 2) La réorganisation des firmes en réseau comme le montrent Luc Boltanski et Eve Chiapello dans *Le nouvel esprit du capitalisme*.⁵⁴

Première transformation :

Avec les difficultés que connaissent les entreprises anglo-saxonnes à la fin des années 1970 après des années de politique de gestion basée sur la concentration, la diversification et la constitution de conglomérats, parfois avec le soutien de l'Etat dans la construction des

⁵¹ GALBRAITH John K., *Le nouvel état industriel*, Gallimard, 1989

⁵² GALBRAITH John K., *Anatomie du pouvoir*, Le Seuil, 1985, p 128

⁵³ BOYER Robert, *Is a finance-led growth regime a viable alternative to Fordism ? A preliminary analysis in Economy and society*, Volume 29, number 1, february 2000 : 111-145

⁵⁴ BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard NRF, 1999

“ champions nationaux ”, les firmes recherchent un meilleur contrôle au meilleur coût dans ce que l’on appelle la *Corporate governance* à partir des années 1980 dans les milieux financiers anglo-saxon, avant que le terme se répande parmi les économistes spécialistes d’économie industrielle et parmi les universitaires spécialistes de gestion comme en témoigne l’abondante littérature académique sur le sujet.

La *Corporate governance* signe le retour en force de l’actionnaire à travers les investisseurs institutionnels (fonds de pension, compagnie d’assurance, etc...) qui se réapproprient le contrôle des entreprises et fixent les impératifs de gestion en terme de rentabilité financière⁵⁵. Les enjeux de pouvoir au sein de la firme ont évolué en raison de la nouvelle répartition de la valeur sur des normes de gestion nord- américaines qui disqualifient l’ancien modèle de *stakeholders* qui considère l’entreprise comme une communauté d’intérêts divergents mais pouvant donner lieu à des compromis entre les trois partenaires, les actionnaires, les dirigeants et les salariés au profit d’un nouveau modèle de *shareholders* qui donne la priorité aux intérêts des actionnaires. La *Corporate governance* est la manifestation empirique d’un article théorique de Jensen et Meckling de 1976 sur la “ théorie de l’agence ” qui pose le problème central de la coopération d’agents aux intérêts divergents voire contradictoires, problème résolu en intéressant une des parties aux objectifs de l’autre. Dans la logique financière de la *Corporate governance*, les dirigeants de l’entreprise, les cadres grâce aux stock-options, voire l’ensemble des salariés avec des plans d’épargne salariaux vont être associés aux objectifs financiers des actionnaires.

Parallèlement, en économie les travaux sur l’asymétrie de l’information occupent une place prépondérante dans les années 1990 en reprenant notamment les travaux de Williamson et sa théorie des coûts de transaction (*transaction costs theory*) où les thèmes de l’incertitude et de l’opportunisme occupent une place essentielle, le degré d’impact de l’information étant étroitement au degré d’incertitude et d’opportunisme dans lequel sont plongés les agents (*information impactedness is a derivative condition that arises mainly because of uncertainty and opportunism*)⁵⁶.

Le capitalisme financier, à travers la *Corporate governance*, et le management par projet de ce troisième esprit du capitalisme se sont constitués par la critique massive de l’entreprise fordiste hiérarchique des années 1960 et 1970 et plus marginalement de certaines dépendances domestiques émanant du capitalisme familial. Sont critiqués : a) L’opacité de la bureaucratie managériale fordiste. b) La pratique du secret de la technostructure. c) Le manque de lisibilité des stratégies de gestion. d) L’inflation, dissimulée par les managers, des coûts des structures imputés à l’hypertrophie des échelons hiérarchiques.

La montée en puissance des actionnaires et la responsabilité des firmes, notamment en matière de risques, constitue une injonction pour les firmes de la *Corporate governance* à un impératif de communication et de “ transparence financière ”. L’information financière, à travers les systèmes de comptabilité, d’audit et d’analyse financière, joue un rôle central comme ont pu le montrer les récents scandales financiers de type Enron, dans l’évaluation des firmes et pose la question de l’harmonisation internationale de l’information comptable avec notamment les enjeux actuels liés à la normalisation comptable sur le modèle anglo-saxon.

Au cours des années 1990, s’est développée dans les milieux d’affaires (quoique souvent sous la pression de l’Etat et de la société civile) une injonction à la transparence qui concerne à la fois la rémunération des dirigeants, l’information comptable, la stratégie de

⁵⁵ ORLEAN André, *Le pouvoir de la finance*, Editions Odile Jacob, 1999, p 45

⁵⁶ WILLIAMSON Oliver E., *Markets and hierarchies. Analysis and antitrust implications*. The Free Press, 1975, p 31

gestion ou bien encore en matière d'actionnariat salarié et de risques environnementaux. Cette injonction s'accompagne d'un discours de justifications basées sur la " confiance " et l' " éthique " que l'on peut aussi bien retrouver dans l'abondante littérature de gestion consacrée au sujet que dans les discours économiques contemporains centrés sur le nouveau thème de l' " entreprise-citoyenne ", développé afin d'apaiser la critique actuelle en terme de risques environnementaux, sanitaires et sociaux.

Deuxième transformation :

L'introduction simultanée du management par projet s'établit en rupture avec le management hiérarchique des années 1960 de la planification et de la direction par objectifs en prenant en compte, comme le montrent Luc Boltanski et Eve Chiapello⁵⁷ la critique artiste de Mai 68, centrée sur le thème de la déshumanisation, et le haut niveau de contestation atteint par la critique dans les années 1970 en prenant pour cible le paternalisme d'entreprise, les dépendances personnelles dans les épreuves au travail, l'autoritarisme des " petits chefs " et la pesanteur bureaucratique des échelons hiérarchiques. C'est ainsi que la revendication à l'autogestion fut un thème porté par la CFDT dans les années 1970⁵⁸ comme alternative.

A partir des années 1980 et 1990, le modèle de la firme-réseau se substitue au modèle fordiste centralisé et fortement hiérarchisé pour des équipes de travail autonomes, pratiquant l'autocontrôle, réunies sur des projets temporaires avec un aplanissement des niveaux hiérarchiques avec la nouvelle figure du " chef de projet ". Ce nouveau modèle de management accorde une place tout à fait centrale à la topique du réseau et à la circulation de l'information grâce aux propriétés relationnelles des *networkers* et à l'injonction à la plasticité des personnes dans les relations de travail et d'affaires. Autrement dit, le management par projet se constitue en instance critique de l'ancien mode de management inhérent à la firme centralisée des années 1960. Sont critiqués : a) La pesanteur de la hiérarchie associée à une critique de la bureaucratie. b) Les systèmes d'autorité fondés sur des principes d'ordre domestique reposant sur la contrainte et la soumission. c) Les dépendances personnelles exclusives dans les situations de routine au travail. d) Les relations personnelles non-électives subies. Bref, ces situations de travail, encastrées dans des routines de type domestique, sont délégitimées et présentées comme inauthentiques par les nouveaux dispositifs de management des années 1980 et 1990 en entravant l'accès des personnes à leur autonomie dans le travail et à leur propre réalisation. Ainsi, la topique du projet et du réseau, présentée comme authentique contre le monde des apparences et des fausses connivences du management hiérarchique et paternaliste empreint de non-dit dans les relations de travail.

Pour synthétiser, la transformation centrale qu'a connu le capitalisme lors de ces vingt dernières années est donc le remplacement des anciens modes de coordination hiérarchiques au sein de l'entreprise et à travers l'Etat — ce que l'on appelle dans le sens commun « la crise de l'Etat-providence » — par une nouvelle coordination par le marché, reposant sur l'injonction de la transparence, et nécessitant des personnes, engagées dans ces nouveaux dispositifs d'accumulation, une très forte plasticité au sein de ces nouveaux agencements.

⁵⁷ BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard NRF, 1999

⁵⁸ ROSANVALLON Pierre, *L'âge de l'autogestion*, Le Seuil, 1976

3) Troisième instance critique à partir des années 1990 : les ONG dans la globalisation

A partir des années 1990, la critique du non-dit prend pour cible massivement l'Etat dans la recomposition principale engendrée par la globalisation, l'extension du mode de coordination par le marché et la création d'instances dites de « régulation » chargées du contrôle des Etats. Elle développe une critique « culturaliste » de l'Etat depuis les années 1980, qui succède à la critique marxiste de l'Etat des années 1960-1970, et se polarise sur la dénonciation de l'ordre domestique au sein de l'Etat autoritaire à travers des accusations de népotisme, de clientélisme et d'autoritarisme qui ont pour objet commun la corruption.

> La critique « culturaliste » de l'Etat

Depuis la Seconde guerre mondiale, l'autorité transnationale se construit par isomorphie sur le déclin de l'Etat-Nation. Les anciennes formes de coordination hiérarchiques et centralisées — notamment l'Etat — sont prises pour cible par les nouvelles organisations issues de la généralisation de la coordination par le marché, structurées en réseaux et dotées d'une certaine forme de plasticité que leur confère la topique du projet dans laquelle elles s'inscrivent. Autrement dit, le mouvement de globalisation, dans la constitution d'un bien commun planétaire et la construction d'un espace public mondial — notamment grâce aux médias — suscite l'émergence de nouvelles revendications en matière de « transparence » concernant les Etats. D'une certaine façon, dans ce nouvel espace public mondialisé, les Etats vont être délégitimés comme les communautés et les sociétés secrètes d'avant 1789 réglant leurs affaires en marge de l'espace public habermasien.

Les ONG demeurent un objet assez largement ignoré dans le domaine des relations internationales, de la théorie institutionnaliste et par la sociologie qui réduit les structures transnationales à des processus militaires et économiques. De rares analyses historiques⁵⁹ évoquent leur développement depuis la fin du XIXème siècle parallèlement à la constitution d'une société civile internationale au cours du XXème siècle, notamment lors des moments-charnières des deux guerres mondiales. D'autres analyses⁶⁰, portant sur les vingt dernières années, montrent comment le terme d' « ONG » rentre dans le débat public des pays européens dans les années 1970 et 1980, lorsqu'aux Etats-Unis le terme de « Private Voluntary Organization » (PVO) est utilisé.

Cependant, elles jouent un rôle central dans la critique de l'Etat à partir des années 1990 dans le nouveau monde en réseau postérieur à la chute du communisme qui, par ailleurs, voit se développer de nouvelles formes d'organisation secrètes, structurées en réseau, comme les organisations terroristes internationales, qui mettent l'Etat à l'épreuve dans l'usage de la violence, et les mafias⁶¹ qui allient un fonctionnement domestique très hiérarchique à un fonctionnement par opportunisme de marché dans la constitution d'une économie souterraine comme, par exemple, avec les mafias italiennes (la mafia sicilienne, Cosa Nostra et la Camorra et la mafia calabraise), les mafias russes et japonaises, les gangs chinois ou encore les cartels sud-américain. Les ONG constituent les nouvelles formes d'organisation alternatives non-étatiques⁶² inhérentes à la globalisation issue de la société civile (*civil society*) — c'est à dire ce qui existe entre la famille et l'Etat selon Hegel — aux côtés des firmes multinationales de l'économie de marché (*market economy*) et des institutions internationales (*political impulses*). L'Eglise a, par ailleurs, joué de façon

⁵⁹ BOLI John, THOMAS M. Georges, *INGOs and the organization of world culture in Constructive world culture. International non governmental organization since 1875*, Stanford University Press, 1999

⁶⁰ SHAW Timothy M., *The role of NGOs under autoritarisme political systems*, Macmillan Press LTD, 1997

⁶¹ GALEOTTI Mark, *Underworld and upperworld : transnational organized crime & global society* in JOSSELIN Daphné, WALLACE William, *Non-state actor in world politics*, Palgrave Publishers, 2001

⁶² JOSSELIN Daphné, WALLACE William, *Non-state actors in world politics*, Palgrave Publishers, 2001

officieuse, du moins jusqu'à la fin de la Guerre Froide, un rôle essentiel comme acteur non-gouvernemental des relations internationales⁶³.

La littérature anglo-saxonne de sciences politiques retient sept critères minimaux afin de caractériser la forme organisationnelle et le but poursuivi par l'ONG (NGO) : 1) Son caractère institutionnel (*institutionnel character*) mais 2) privé, c'est à dire indépendant des gouvernements (*institutionally separated from governments*) 3) tout en étant dégagé des impératifs de profits du marché (*non-profit distributing*). 4) Elles se gouvernent elles-même (*self governing*) et reposent sur le principe du volontariat (*voluntary*). Enfin, 6), elles sont à but non-confessionnel (*non-religious*) et 7) et à but apolitique.

Elles instituent un tournant dans la critique de l'Etat à partir des années 1980 en dépassant la critique marxiste traditionnelle de l'Etat sur laquelle se construit le tiers-mondisme des années 1960 et 1970, avec pour thème central l' « impérialisme » et l'exploitation du « Sud » par le « Nord » — thème qui imprègne l'économie du développement dans les années 1970 et le mouvement « altermondialiste » d'aujourd'hui — pour une critique que l'on peut qualifier de « culturaliste », centrée sur le dévoilement des relations domestiques au sein de l'Etat rendues responsables des dysfonctionnements de celui-ci et une critique des subsistances de l'organisation sociale traditionnelle, en particulier l'importance des liens de parenté au sein des instances du monde civique. Sont critiquées toutes les diverses formes de pouvoir domestique reposant sur l'arbitraire : a) le népotisme, b) le clientélisme, c) l'autoritarisme. Autrement dit, la critique mène une opération de dévoilement visant dénoncer publiquement les réminiscences de l'ordre domestique inscrites au cœur de l'Etat autoritaire dans la mesure où celui-ci favorise un détournement du bien commun au profit d'intérêts privés ou communautaires.

Elles se constituent en créatrices d'information (*creators of information*)⁶⁴ et jouent un rôle de « lanceurs d'alerte » au sein de l'opinion publique mondiale comme par exemple dans les cas de conflits armés et mènent des actions de lobbying en matière de diplomatie préventive (*preventive diplomacy*)⁶⁵ dans la recherche de compromis institutionnalisés ou autres formes d'arrangements entre les parties en conflit. Mais leur action principale réside dans ce qu'il est convenu d'appeler le « droit d'ingérence », c'est à dire l'intervention dans les affaires de l'Etat, le plus souvent pour dénoncer ses dysfonctionnement en raison de la grossesse de l'ordre domestique en son sein.

> La dénonciation de la corruption

L'Etat autoritaire va être la cible privilégiée des critiques des ONG. En Asie du Sud Est, par exemple, la région, dans les années de 1960 à 1980, est dominée par des régimes de type autoritaires structurés par des arrangements entre le monde civique et le monde domestique⁶⁶. Deux périodes⁶⁷ peuvent être identifiées dans les transformations de la critique de l'Etat en Thaïlande, Cambodge et en Malaisie:

⁶³ HANSON, Eric O., *The catholic Church in world politics*, Princeton University Press, New Jersey, 1987

⁶⁴ SANDBERG Eve, *The changing politics of non-governmental organizations and African states*, Praeger, 1994, p 14

⁶⁵ ROTBERG Robert I., *Vigilance and vengeance. NGOs preventive ethnic conflict in divided societies*, Brooking institution Press, Washington DC, 1996

⁶⁶ LANDE Carl, *Leaders, followers & fractions : the structure of Phillipines politics*, Monograph series, N°6, *Southeast Asian Studies*, Yale University, 1964

⁶⁷ CLARKE Gerard, *The politics of NGOs in South-East Asia. Participation and protest in the Phillipines*, Routledge, London, 1998

- 1) Une première période, celle des années 1960-1970, où la critique est essentiellement alimentée par le marxisme avec une dénonciation du rôle idéologique et coercitif de l'Etat, basée sur des groupes sociaux politisés, au sein d'instances politiques d'opposition centralisées et hiérarchiques.
- 2) Une Deuxième période dans les années 1980-1990, la critique de l'Etat se transforme et prend la forme de mouvements d'opposition flexibles, en réseaux, sans véritables corpus idéologique et références normatives. Mouvement amplifié en Thaïlande, par exemple, où en 1993, la réforme constitutionnelle instaure, parallèlement à la séparation des pouvoirs, le droit d'association. Elle prend pour cible un pouvoir politique dont les fondements reposent sur le respect des hiérarchies traditionnelles locales.⁶⁸

En Amérique du Sud et, en particulier au Guatemala⁶⁹, l'Etat va être soumis à un intense travail de dé légitimation d'une part, avec les ONG qui vont concurrencer celui-ci dans son action et d'autre part, avec les bailleurs de fonds internationaux qui ont massivement encouragé le développement des ONG dans le déploiement d'une critique basée sur la corruption de la bureaucratie d'Etat, dans le souci de rationalisation des fonds engagés.

⁶⁸ SHAW Timothy M., *The role of NGOs under authoritarian political systems*, Macmillan Press LTD, 1997, p 11

⁶⁹ AFFRE Nathalie, *Les ONG et l'Etat, L'exemple du Guatemala*, l'Harmattan, 2001

conclusion

Afin de conclure, de préciser et de synthétiser certains points, nous formulerons trois remarques :

1) La première est que la force de la critique du non-dit, acquise depuis plus de trente ans — le déclin généralisé du monde domestique — parachève le grand mouvement de libération des dépendances personnelles initié à la fin du XVIIIème siècle par Rousseau. La critique du non-dit se déploie non seulement grâce à l'autonomie des personnes, conférée par le libéralisme, mais au nom de celle-ci. En conséquence, elle se déploie dans des agencements au sein desquels les personnes sont dotées d'une autonomie qui leur permet de prendre pour cible les réminiscences de l'ordre domestique au nom de la « transparence » et de la « démocratie », pour reprendre un terme dorénavant commun à tous les mouvements sociaux, dans la volonté de libération vis à vis des bases morales, affectives et économiques fondées sur la parenté, hiérarchie et la tradition qui prévalaient jusque dans les années 1960.

2) La seconde spécifie que la critique du monde domestique a, d'une certaine façon, trop bien réussi dans la destruction de ce dernier. D'une part, la revendication contemporaine à la « transparence » devient elle-même la cible de critiques visant à dénoncer le caractère utopique et totalitaire de la possibilité d'un monde orwellien à la « 1984 ». D'autre part, on assiste, depuis les années 1990, à une réhabilitation de régimes domestiques qui prennent, pour aller vite, deux formes. La première réhabilite la domesticité du point de vue des mœurs dans sa critique des transformations inhérentes à Mai 68 en matière de sexualité, d'avortement et de nouvelles formes de familles. Elle constitue la réhabilitation de droite. La deuxième forme, de gauche, s'efforce de réinjecter de la domesticité dans l'économie sous une nouvelle forme, non plus grâce à la hiérarchie, mais avec de la « proximité » selon le mot récurrent employés par les promoteurs de l'économie dite « sociale et solidaire ». Elle en appelle également à la « sollicitude » dans la prise en charge des personnes privées de leur autonomie comme en témoigne les réflexions engagées sur la justice par les problématiques anglo-saxonnes de type « CARE » développées à partir des années 1980 à la suite de Carol Gilligan.

3) Enfin, la troisième et dernière remarque concerne les accusations concernant les médias développées par la critique des formes de non-dit. Ces reproches de « silences médiatiques » sont constitutifs de nos sociétés critiques où la construction du lien social et la constitution de la grammaire politique sont hypermédiatisées, c'est à dire travaillées en permanence par ce chaînage quotidien du « particulier » et de l'« universel » qui conditionne le sentiment d'appartenance à un monde commun. Elle constitue, par excellence, la critique inhérente à « l'ère du soupçon » de nos sociétés critiques en associant les médias au « non-dit » avançant des explications en terme de « complot », de « manipulation » et d'« intérêt » comme peuvent le faire les approches de type constructiviste. Au-delà des critiques de type constructiviste et des justifications de type naturaliste, développées par les professionnels des médias — « l'événement s'impose de lui-même de par son existence » — , l'engendrement de la médiatisation obéit, comme nous le montrerons, à une pluralité de principes journalistiques qui vont mettre à l'épreuve l'événement par 1) l'accessibilité et la validité des sources, 2) la tangibilité de la preuve, 3) l'attractivité de l'information, 4) la conformité aux attentes du public.